

Les années suisses de Hashim Thaçi

Valérie de Graffenried

Il a étudié à l'Université de Zurich, tout en préparant son ascension vers le noyau dirigeant de l'UÇK. Hashim Thaçi, le premier ministre du Kosovo accusé par Dick Marty d'avoir été impliqué dans un trafic d'organes prélevés sur des prisonniers serbes à la fin des années 90, a vécu quatre ans en Suisse. C'était entre fin 1994 et 1998. Discret, méfiant et très prudent en raison des activités politiques clandestines qu'il menait, l'homme, connu sous son nom de guerre comme «Le Serpent», n'a laissé que très peu de traces. Deux de ses proches témoignent.

C'est en 1994 que Hashim Thaçi arrive en Suisse, à l'âge de 26 ans. «Il a fui la police serbe qui menait, depuis 1993, une vaste campagne d'arrestations de responsables de mouvements clandestins», raconte Ramadan Avdiu, un camarade de lutte arrivé en Suisse un an avant lui. «Sa maison a été perquisitionnée; il était recherché par la police. Il fallait qu'il parte pour éviter d'être exécuté ou de purger une longue peine de prison.» Hashim Thaçi était en fait condamné par contumace, par un tribunal serbe, à 22 ans de prison, accusé d'avoir attaqué, en mai 1993, une patrouille de la police serbe.

Sa fuite le mène d'abord en Autriche. Puis en Suisse, où il dépose une demande d'asile. Il obtient rapidement le statut de réfugié politique. «Il a déposé sa demande en 1995 et l'asile lui a été accordé en 1996», confirme l'Office fédéral des migrations (ODM), alors que d'autres dates circulaient jusqu'ici dans les médias.

Après avoir séjourné dans un foyer pour requérants du côté d'Appenzell, Hashim Thaçi, né dans une famille pauvre de la région de la Drenica, un des berceaux du séparatisme albanais, s'installe à Dietikon (ZH). Avec sa femme Lumnije, venue avec lui. Il s'inscrit à l'Université de Zurich, en sciences politiques et histoire. Comme à Pristina où, étudiant aussi la philosophie, il dirigeait un mouvement étudiant de résistance contre la puissance serbe.

Le professeur et expert en stratégie militaire Albert A. Stahel se souvient de lui comme d'un élève «très attentif». «Il a suivi mon cours sur la guerre des moudjahidin en Afghanistan (1979-1989). Il a utilisé leur mécanisme de lutte pour sa propre guerre», commente-t-il.

Bien que bon élève, Hashim Thaçi, que l'on dit épris de littérature, ne suit les cours que pendant une année, trop occupé à consolider l'UÇK, l'Armée de libération du Kosovo, née secrètement vers 1993. Il en deviendra le chef de l'aile politique en été 1998.

La guérilla est en partie une émanation du Mouvement populaire du Kosovo (LPK), créé en 1981 et soutenu par le dictateur albanais Enver Hoxha jusqu'à sa mort en 1985.

Un mouvement qui opérait surtout depuis la Suisse.

Hashim Thaçi en faisait partie. De même que d'autres réfugiés, comme Xhavit Haliti, Bardhyl Mahmuti, Fazli Veliu et Ali Ahmeti, qui ont joué un rôle central dans la construction de l'UÇK.

Pendant cette période, d'importantes récoltes de fonds pour l'UÇK sont organisées au sein de la diaspora en Suisse. Rapidement, des rumeurs surgissent: ses dirigeants

tremperaient dans des trafics d'héroïne pour financer l'achat d'armes destinées au Kosovo. «Ici, Hashim Thaçi s'est toujours comporté en respectant les règles et les lois suisses! Il considère d'ailleurs toujours la Suisse comme sa deuxième patrie: il admire ses institutions et son système politique», assure Ramadan Avdiu, toujours basé dans le canton de Genève. Ramadan Avdiu connaît Hashim Thaçi depuis 1989. Incarcéré en 1984, il l'a rencontré à sa sortie de prison.

Les soupçons sont lourds: en juillet 1998, le Ministère public de la Confédération ouvrira une enquête contre des Kosovars soupçonnés de «trafics illicites de matériel de guerre, éventuellement de violation de la souveraineté territoriale étrangère, d'actes hostiles contre un belligérant et de participation à une organisation criminelle». Il procédera à des interpellations, organisera des perquisitions et bloquera deux comptes bancaires.

Pendant ses années suisses, Hashim Thaçi retourne régulièrement au Kosovo, pour consolider ses liens avec des responsables de l'UÇK. Clandestinement. A la barbe des autorités suisses qui, si elles avaient été au courant, lui auraient immédiatement retiré son statut de réfugié. Et dans des conditions très difficiles. Il passait la frontière entre l'Albanie et le Kosovo à pied. «Il fallait franchir des montagnes hostiles, peuplées d'ours, de loups et de policiers», se souvient Bardhyl Mahmuti. «C'était très difficile. Je ne trouve pas les mots... Hashim devait, durant cette période, au moins faire entre cinq et six allers-retours par an.»

Bardhyl Mahmuti, basé dans le canton de Vaud, l'a rencontré en 1995, alors que lui-même se trouvait en Suisse depuis cinq ans déjà. «J'étais étudiant en sciences politiques à Lausanne; Hashim m'a posé des questions sur les études universitaires en Suisse». Ils deviennent rapidement

très proches. Bardhyl Mahmuti, porte-parole du LPK, occupera lui aussi des fonctions dirigeantes au sein de l'UÇK, aux côtés de Hashim Thaçi. «Comme responsable du groupe diplomatique».

C'est à Aarau que les militants se rencontrent régulièrement. Bardhyl Mahmuti: «C'était pratique: Aarau est un important noeud ferroviaire. On se retrouvait dans des appartements, dans des bistros et parfois au sein de la 22/72

rédaction du journal du LPK. Nous n'avions pas vraiment de local attiré.» Hashim Thaçi n'a à l'époque que peu de contacts avec l'importante communauté kosovare: il privilégie ceux qui, comme lui, organisaient activement la lutte pour l'indépendance. Des amis suisses? Très peu: Hashim devait être discret. Ses voisins ne soupçonnaient en rien ses activités politiques.

Il rentre définitivement au Kosovo peu après les «massacres de la police serbe commis en mars 1998 dans le village de Prekaz (Drenica)», précise Ramadan Avdiu.

Sans sa femme. Elle ne le rejoint qu'après la guerre. Après avoir donné naissance à leur fils, Endrit, à Zurich.

Rentré chez lui, Hashim Thaçi prend du galon et sort de l'ombre. Déjà de graves soupçons pèsent sur lui: surveillé par les services de renseignement de plusieurs pays européens, il a notamment été accusé d'avoir été lié, entre

1997 et 1998, à un certain nombre d'assassinats de ses rivaux au sein de la mouvance indépendantiste albanaise. Des accusations que Dick Marty juge crédibles.

Les Etats-Unis avaient placé l'Armée de libération du Kosovo sur leur liste d'organisations terroristes, mais ils font volte-face. La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright réserve au leader indépendantiste une place de premier plan à la conférence de Rambouillet en février 1999. Elle se soldera par un échec. En mars, l'OTAN déclenche une campagne de bombardement contre la Serbie. Le mois suivant, Hashim Thaçi s'autoproclame premier ministre du gouvernement provisoire du Kosovo, que Belgrade refuse de reconnaître.

Et parmi sa garde rapprochée, on retrouve beaucoup d'exréfugiés «suisse», dont Bardhyl Mahmuti, devenu ministre des Affaires étrangères, et son adjoint Hydajet Hyseni, un des fondateurs du réseau d'opposition en Suisse à la fin des années 70. Ou encore Azem Sylja, promu ministre de la Défense et qui a passé cinq ans en Suisse alémanique. Sans oublier Adem Grabovci, aux Finances. Et Ramadan Avdiu, nommé secrétaire du gouvernement. «Après cette expérience, je suis revenu en Suisse, explique Bardhyl Mahmuti. Car mes enfants ont eu de la peine à s'intégrer au Kosovo. Ils étaient tristes. J'ai abandonné mes activités politiques pour eux.»

C'est en juin 1999 que Slobodan Milosevic retire ses troupes du Kosovo. La paix revenue sous administration onusienne, Hashim Thaçi fondera, plus tard, le Parti démocratique du Kosovo (PDK), dont il devient le chef. Le PDK remportera les élections législatives de 2007; Hashim Thaçi devient premier ministre du Kosovo en janvier 2008. Un mois plus tard, il lance au parlement un appel à l'indépendance du Kosovo. La Suisse sera un des premiers pays à l'appuyer.

A-t-il été, pendant une période donnée, interdit de territoire suisse comme l'a récemment laissé entendre Dick Marty? Contactée, Fedpol, la police fédérale, refuse de se prononcer, invoquant la protection des données. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) se dit lui aussi «dans l'impossibilité de confirmer l'existence d'une éventuelle interdiction d'entrée en Suisse». Il mentionne en revanche une interdiction de visa prononcée en 2002. «A l'époque déjà, Hashim Thaçi était une personnalité politique connue pour son action indépendantiste. Cela lui a valu des poursuites de la part d'un autre Etat. Dans ce contexte, il est apparu préférable de renoncer à lui accorder un visa en 2002», justifie sobrement le département.

En juin 2003, Hashim Thaçi a d'ailleurs brièvement été arrêté à l'aéroport de Budapest, sur la base d'un mandat d'arrêt international lancé par Belgrade, puis libéré après une intervention du Ministère des affaires étrangères français.

Si personne n'est en mesure de confirmer aujourd'hui une interdiction de séjour contre Hashim Thaçi, le Conseil fédéral a en revanche pris plusieurs mesures, en juin et juillet 2001, contre d'autres ressortissants kosovars. Il a ainsi interdit à Fazliu Veliu de «fonder, de représenter ou de soutenir des organisations, qu'elles prennent elles-mêmes

une part violente au conflit en Macédoine ou qu'elles soutiennent indirectement des partis portés à la violence». Avec la menace d'expulsion s'il enfreignait cette interdiction. Idem pour un certain Musa Dzaferi. Le Conseil fédéral a également prononcé une interdiction d'entrée contre Ali Ahmeti et le responsable des finances de l'UÇK, Xhavit Haliti.

Ces informations figurent noir sur blanc dans des réponses du gouvernement à des interventions parlementaires. Le Conseil fédéral précise être «résolu à intervenir contre les protagonistes de l'extrémisme albanais». Mais le nom de Hashim Thaçi n'apparaît jamais dans ces documents.

Dans le rapport de Dick Marty, Hashim Thaçi n'est pas le seul accusé d'être impliqué dans des trafics d'organes et de drogue à avoir des liens étroits avec la Suisse. Le Tessinois évoque d'autres noms connus du «Groupe de Drenica», dont ceux de Xhavit Haliti, qui a étudié la psychologie à Zurich, d'Azem Sylja – cinq ans en Suisse alémanique –, spécialiste des questions militaires. Et de Fatmir Limaj, qui avait été inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye, avant d'être acquitté en 2005.